

## ▼ Finance islamique: des intérêts divergents

« Conférence sur la finance islamique », « formation sur la finance islamique », « consulting en finance islamique », « experts en finance islamique », « intervention de Mme la ministre de l'économie sur la finance islamique »... un observateur ne peut que noter l'engouement manifeste pour la finance islamique, ou du moins pour la sémantique qui s'y rapporte. Nous ne questionnerons pas ici le conflit d'intérêt profond qui existe entre les objectifs de l'Islam et ceux du capitalisme et de la finance de marché. Laissons également de côté le fait que la cible principale de cette finance, dans sa forme actuelle, soit une clientèle fortunée du Moyen Orient cherchant à hallaliser son portefeuille. Concentrons-nous sur le contexte français et essayons de dégager ici les dynamiques qui sont à l'œuvre.

Il est tout d'abord frappant de voir la multitude des intervenants, pour la plupart sortis du bois durant les deux dernières années, affublés du titre d'expertise comme l'ont été les « intellectuels » télévisés des années 80. Quelle formation ? Quel engagement ? Quelle motivation et quelle intégrité pour des hommes et des femmes donc chaque prise de parole est au carrefour d'intérêts pas toujours convergents ? Cherchent-ils à accomplir les objectifs de l'Islam, le bien socio-économique du plus grand nombre ou plus simplement leurs ambitions personnelles ?

Dans cette multiplicité des paroles et des visages, il y a un bienfait dans l'émulation intellectuelle et le dynamisme qu'elle suscite, mais il y a également un grand danger : celui de permettre l'instrumentalisation de certaines figures musulmanes et la récupération du débat et des enjeux par une poignée de routiers de la finance qui pourront aisément exploiter l'envie de briller de certains d'entre nous. Ce beau monde des intéressés voit l'Islam comme une spécificité ethnico-culturelle, la shari'a comme une série de contraintes à lever, les Musulmans comme un marché vierge à conquérir...

Première sur la liste ? Christine Lagarde, ministre de l'économie en récession et des finances en déficit, qui nous explique comment Paris pourrait devenir le « hub » de la finance islamique, qu'elle voit d'un œil très positif depuis que le secteur bancaire européen crache du sang. Mme Lagarde, si vous êtes sincèrement convaincue des bienfaits de la finance islamique et des objectifs qu'elle soutend, c'est très simple, il suffit de lever l'index et de répéter après moi : « Ashhadou an laa ilaha illa Allah... ».

Sans geste fort, clair et lisible sur la portée sociale et éthique de l'économie musulmane, on serait tentés de croire au double discours de la part du gouvernement en place, dont le slogan pourrait être : « oui aux pétrodollars, non aux barbes et aux hijabs (sauf en vacances dans des hôtels 5 étoiles de la capitale)».

Il est ensuite inquiétant d'analyser notre comportement en tant que communauté. Une communauté qui a du mal à construire son unité. Une communauté, parfois trop complexée, en quête de reconnaissance. Une communauté que l'on considère comme une clientèle qui consomme plus que la moyenne, épargne plus que la moyenne donc peut

rapporter beaucoup plus que la moyenne si on sait lui parler le bon langage. Dès lors, la foire au Ramadan à laquelle se livrent depuis quelques années les supermarchés de France donne une idée assez révélatrice de la perception qu'ont de nous les grandes entreprises : celle d'un marché à conquérir. Un marché qui mange de la viande halal, boit du gazouz du bled et cherche à accomplir le mirage d'une identité à travers le dogme dominant de notre société du 21<sup>ème</sup> siècle : « je suis ce que je consomme ».

Le corollaire de ce nouveau fondement de l'identité, c'est que les entreprises vont chercher à me proposer, pour que je consomme, des produits qu'elles pensent pouvoir présenter comme « en accord avec ce que je suis ». En ce sens, l'offre-produit des entreprises est une réponse à la demande que j'exprime :

Si nous sommes peu regardants sur le contrôle de l'abattage halal, il n'y a rien de surprenant à ce qu'un groupe majeur de l'agro-alimentaire se lance dans le juteux marché du halal en tamponnant ses produits d'une validation sortie du chapeau par Sheikh « donne moi 100 euros et je contrôle ta viande, donne moi 200 et contrôle la toi-même ».

De la même façon, lorsqu'il s'agit d'économie, si nous ne retenons des injonctions de l'Islam que l'interdiction des intérêts et la licéité au sens contractuel des produits, alors il ne faudra pas s'étonner que la finance islamique se retrouve dans quelques années (et aujourd'hui déjà) comme vidée de son sens, comme une caricature portant le costume lisse de l'Islamarketing pour cacher le corps et l'esprit de la finance conventionnelle. Les dimensions active (contrats cadres, Zakat) et religieuse/spirituelle sont complètement évacuées de la discussion.

Au lieu d'être une finance qui change le monde, elle serait alors une finance qui change de forme mais pas de fond, profitant toujours à une élite (peu importe sa nationalité) et délaissant tous ceux qui n'ont pas accès à l'épargne ou au capital, donc tous ceux qui ne trouvent pas de solution économique à leurs besoins.

A quoi sert la boîte à outils de la finance si elle n'aide pas à résoudre les problèmes d'argent de notre société ?

Quelle finance islamique peut changer le sort des plus démunis ? Celle qui vise le développement juste/équitable et l'aide aux familles en difficulté ou celle qui vise la sophistication toujours plus grande des produits financiers pour une clientèle de riches investisseurs ?

Nous voici donc à la croisée des chemins.

Chacun a son petit plan, chacun a son objectif, chacun vise un point particulier. Mais Allah (swt), Lui aussi, a Son Plan, et ce dernier dépasse de bien haut toute œuvre qui soit, dans notre perception du moins, fruit du seul esprit de l'homme.

L'un veut être le directeur de la première banque islamique sur la place de Paris et soigne son nœud de cravate, l'autre s'improvise juriconsulte islamique alors qu'il est incapable de définir les objectifs de la shari'a. L'autre encore rêve d'être le partenaire privilégié des banques pour rafler la mise...

Voilà donc l'avenir de la finance islamique à la française tel qu'on nous le prépare ?

Nous n'échapperons à ce plan dont nous connaissons la « triste faim » que si nous nous montrons suffisamment engagés, vigilants et unis autour des objectifs de justice sociale et économique qu'offre l'Islam.

Et si nous ne nous levons pas pour dire cela, alors nos enfants tiendront de nous l'image d'une génération de Musulmans qui avaient la clé libératrice d'un système injuste et corrompu, mais qui étaient trop occupés à s'y faire une place ou trop honteux pour y songer.

L'image d'une génération qui a passé sa vie à la gagner plutôt qu'à la vivre. ▲